

Marché de travaux
TRVX 24-003

Cahier des Clauses Particulières
(techniques et administratives)

**TRAVAUX DE DÉCONSTRUCTION
DU BATIMENT DE L'ORME
POUR L'EPSM 72**

Table des matières

Chapitre I : Dispositions générales	4
Article I – 1 : Objet des travaux	4
Article I – 2 : Forme du marché	4
Article I – 3 : Décomposition du marché	4
Article I – 4 : Durée du marché.....	4
Article I - 5 : Forme d'exécution du marché	4
A. Ordres de service	4
B. Bons de commande.....	4
C. Marchés subséquents	4
Article I - 6 : Pièces constitutives du marché	5
Article I – 7 : Confidentialité - protection des données personnelles - mesures de sécurité	6
Article I – 8 : Prestations similaires	6
Chapitre II : Description des travaux	6
Chapitre III : Gestion des déchets.....	7
Article III – 1 : classification des déchets.....	7
Article III – 2 : zone regroupement des matériaux sur le site	8
Article III – 3 : revalorisation, recyclage	9
Article III – 4 : traçabilité et suivi des déchets.....	9
Chapitre IV : Modalités générales d'exécution.....	9
Article IV – 1 : Responsabilités de l'entrepreneur.....	9
A. Préservation des environnants	10
B. Préservation des usagers.....	10
C. Coupure des fluides – Consignation des réseaux.....	10
Article IV - 2 : Délais d'exécution.....	10
Article IV - 3 : Déroulement des interventions, réception	10
Article IV - 4 : Pénalités	11
A. Pénalité de retard	11
B. Autres pénalités.....	11
Article IV - 5 : Propreté et nettoyage du chantier.....	13
Article IV - 6 : Sécurité.....	13
Article IV - 7 : Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	13
A. Principes généraux.....	13
B. Autorité du coordonnateur S.P.S.....	13
C. Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.....	13
D. Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants.....	14

E.	Locaux pour le personnel	14
	Article IV - 8 : Respect des normes et règlements	14
	Chapitre V : Prix et Règlement des comptes	15
	Article V - 1 : Nature du prix.....	15
	Article V - 2 : Modalités de paiement.....	15
A.	Avance.....	15
B.	Remise de la demande de paiement.....	16
C.	Acomptes.....	16
D.	Demande de paiement final.....	17
E.	Délais de paiement.....	17
F.	Sûreté	17
	Chapitre VI : Lutte contre le travail dissimulé	18
	Chapitre VII : DIFFERENDS	18
	Chapitre VIII : Dérogations aux documents généraux.....	19
	Chapitre IX : Annexes	19

Chapitre I : Dispositions générales

Article I – 1 : Objet des travaux

Le présent CCP fixe les conditions techniques et administratives particulières d'exécution des **travaux de déconstruction du bâtiment l'orme sur le site de L'EPSM 72 à Allonnes.**

Article I – 2 : Forme du marché

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un marché ordinaire.

Article I – 3 : Décomposition du marché

Les prestations font l'objet d'un lot unique dans la mesure où l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Article I – 4 : Durée du marché

Le marché s'exécutera à compter de la date prévue à l'ordre de service, ou en l'absence d'indication sur l'ordre de service, à compter de la réception de celui-ci.

La durée globale d'exécution des travaux est de 4 mois compris période de préparation et hors GPA.

Il n'est pas prévu d'interruption de chantier pendant la période de congés payés. Les entreprises devront prendre toutes les dispositions utiles pour maintenir, pendant ces périodes, un effectif suffisant pour assurer la marche du chantier conformément au calendrier d'exécution.

Le marché est conclu pour une durée ferme et n'est pas reconductible.

Article I - 5 : Forme d'exécution du marché

A. Ordres de service

Le marché s'exécute par émission d'ordres de services.

B. Bons de commande

Sans objet.

C. Marchés subséquents

Sans objet.

Article I - 6 : Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous* :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes.
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P).
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- Le dossier de plans des bâtiments existants.
- Le planning détaillé d'exécution, élaboré pendant la période de préparation.
- Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de démolition d'immeubles bâtis.
- Le plan de prévention Art. R. 4511-1 à R. 4514 – 10 du code du travail.
- Le PGSC Décret 2003-68 du 24 janvier 2003.
- Le bordereau de décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F.), qui fera apparaître au moins les postes de curage, de dépose couverture et charpente, de démolition, d'évacuation, de mise en décharge et de recyclage, avec les quantités et les prix unitaires.

*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

La DPGF n'est contractuelle que pour :

- son prix global ;
- la décomposition des éléments nécessaires à l'exécution des prestations et en ce qui concerne les prix unitaires des éléments destinés à l'évaluation des prestations éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés. En aucun cas, les quantités indiquées dans ce document n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

Par ailleurs, les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la décomposition du prix des prestations traitées ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification d'un prix forfaitaire.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

Article I – 7 : Confidentialité - protection des données personnelles - mesures de sécurité

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Article I – 8 : Prestations similaires

Les prestations de travaux objet du présent marché pourront donner lieu à la réalisation de prestations similaires. Ces prestations s'exécuteront conformément à un nouveau marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Chapitre II : Description des travaux

Les Travaux comprennent :

- L'installation de chantier avec la mise en place de clôtures opaques de protection sur la périphérie partielle du bâtiment à démolir, selon le plan joint, des portails de chantier, de la signalisation relative à la circulation des engins ; l'entreprise fera son affaire personnelle des différents branchements nécessaires à son intervention et notamment en ce qui concerne l'eau et l'électricité,
- Les travaux préparatoires,
- L'élaboration d'un plan de retrait des matériaux amiantés déposé un mois avant travaux auprès des autorités de tutelle (Inspection du travail, CRAM, Médecine du travail et OPPBTP),
- Le retrait et la gestion des matériaux amiantés du bâtiment l'orme, conformément aux prescriptions techniques réglementaires, sur la base des rapports de repérage réalisés par le bureau APAVE, jusqu'à la remise du bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA) à l'EPSM 72,

- Le curage intérieur comprenant déconstruction et dépose de tous les sanitaires, plomberie, électricité, chauffage, revêtement de sol, de tous les bois et huisseries avec évacuation en centre de valorisation. Les bois infestés de termites seront traités après information d'Allonnes et avant évacuation,
- La déconstruction et la dépose des cloisons et faux-plafonds y compris évacuation en décharge spécifique agréée,
- La démolition des bâtiments avec la mise en place des protections générales, la mise en place du tri sélectif, avec arrosage systématique pour éviter toute émanation de poussière.
- La protection des installations existantes enterrées ou aériennes,
- L'enlèvement de l'ensemble des matériaux de démolition, avec la purge totale des fondations avec évacuation en centre de valorisation, le titulaire devenant propriétaire des matériaux de déconstruction,
- Le terrain devra être remis à l'état naturel, nivelé, compacté, sans trace de construction,
- Le repliement des installations.

Chapitre III : Gestion des déchets

Article III – 1 : classification des déchets

Selon les textes réglementaires, les déchets des bâtiments peuvent être classés en 3 catégories distinctes :

Les déchets inertes (DI)

Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés. Les déchets inertes sont destinés au recyclage sur des plateformes agréées.

Les déchets industriels banaux (DIB)

Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques et qui ne sont pas inertes. Ce sont des déchets mono-matériaux (bois non traité, métaux, plâtre, bitume, etc...), soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, les matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, le plastique, etc...

Les DIB doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, de recyclage, récupération, valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en stockage de classe 2.

Les déchets industriels spéciaux (DIS)

Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination.

Le tri et la collecte sélective demandée sur ce chantier seront organisés par l'entreprise en fonction des natures des déchets et de leur catégorie.

Un complément de tri sera effectué pour certains déchets après leur dépose et stockage dans les bennes appropriées.

Il est précisé à l'entreprise que le Maître d'ouvrage privilégie la valorisation, matière et énergétique, des déchets. Ainsi l'entrepreneur installera sur le chantier dans l'aire de stockage, le nombre de bennes nécessaires aux différents familles de déchets et selon les débouchés de chaque matériau, suivant le schéma de principe ci-après.

Concernant l'amiante ciment, (amiante non friable), l'entreprise devra diriger ce matériau palettisé, filmé vers un centre d'enfouissement technique de classe 2 ou 3 agréé (équipé d'alvéoles étanches).

LES INTERDITS

1 - abandonner des déchets spéciaux sur le chantier

2 - brûler les déchets sur le chantier - loi 96.1236 du 30/12/96 sur l'air modifiant la loi 61.842 du 02/08/61 - et la loi 92.646 du 13/07/92

3 - abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient (même inertes) dans des zones non contrôlées administrativement (agrément) comme par exemple des décharges sauvages ou les chantiers.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de poursuites judiciaires à l'encontre des contrevenants.

Article III – 2 : zone regroupement des matériaux sur le site

L'entreprise créera sur le site une zone de regroupement pour l'ensemble des matériaux triés par nature. Cette zone sera banalisée à l'aide de clôture de type " Héras ". Chaque zone sera identifiée à l'aide de panneaux : DIS, DIB, verre, ferreux, etc. L'entreprise proposera au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et d'installation en phase préparatoire de l'opération.

Une zone sera réservée au démontage au sol des matériaux issus de la déconstruction.

Schéma d'organisation préconisée de la gestion des déchets.

Bois

Charpente bois, mains courantes, fenêtres, blocs portes, liège étanchéité, encadrements bois, plintes bois

Destination : plateforme de recyclage agréée.

Plastiques et autres

Sols caoutchouc, linoléum, moquette, dalles TP, plomberie PVC, fibralite sous-sol, laine de verre, polystyrène, éléments électricité, PVC

Destination : centre de stockage de déchets ultimes (CSDU)

Métaux

Canalisations plomb, canalisations cuivre, couverture, gouttières, descentes EP en zinc

Destination : plateforme de recyclage agréée.

Verre, Carrelage, Céramique

Destination : centre d'enfouissement classe 3, ou plateforme de recyclage agréée.

Cloisons plâtre, briques

Plâtre, briques, placo

Destination : centre d'enfouissement classe 2, ou plateforme de recyclage agréée.

Inertes

Gravats, béton, graviers

Destination : plateforme de recyclage agréée.

Article III – 3 : revalorisation, recyclage

Ces opérations auront pour objectif de réduire l'impact sur l'environnement, en terme de production de déchets par :

- la valorisation des déchets inertes (béton, gravats) : l'ensemble des déchets inertes seront acheminer vers une plateforme de recyclage agréée afin d'être recyclés et valorisés.

Plateforme de recyclage proposée : Ets Valor pôle 72.

- l'organisation du transport des déchets et sa limitation en distance et en volume.

Article III – 4 : traçabilité et suivi des déchets

L'entreprise devra gérer rigoureusement ses évacuations et fournir un justificatif pour toute rotation, soit des bons de pesées, soit des factures, l'ensemble de ces documents sera remis à chaque réunion de chantier pour constituer en fin d'opération, un DOE, assurant au Maître d'ouvrage la bonne destination de ses produits.

Dans le DOE, les justificatifs seront accompagnés d'un bordereau récapitulatif par classe de produits (inertes, DIB, DIS, ...). La remise du DOE complet conditionne la réception des travaux.

Concernant les produits amiantifères, un bordereau de suivi des déchets sera établi et remis au maître d'ouvrage en fin d'évacuation.

Chapitre IV : Modalités générales d'exécution

Article IV – 1 : Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires, pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de ses prestations et fera son affaire de toute démarche administrative pour empiètement et protection du domaine public.

Si de quelconques dommages affectant les équipements et les accès devaient survenir, du fait ou indépendamment de son activité, l'entrepreneur sera tenu d'en informer l'EPSM 72 dans les plus brefs délais et de prendre toutes les mesures immédiates pour sauvegarder la sécurité du public et la conservation des biens.

A. Préservation des environnants

L'entrepreneur devra exécuter les travaux de telle manière que les ouvrages (réseaux enterrés etc...) environnants n'aient à subir aucun dommage du fait des travaux.

Dans le cas où, malgré les précautions prises, des dommages seraient subis, le montant des dégâts serait à la charge exclusive de l'entrepreneur. Dans ce cadre, il est demandé à l'entrepreneur de fournir une attestation d'assurances à cet effet.

B. Préservation des usagers

L'entrepreneur devra organiser son chantier de telle manière que les usagers du site n'aient à subir aucun dommage du fait des travaux.

A cet effet, l'entrepreneur devra mettre en place, avant tout commencement d'exécution des travaux, une signalisation conforme à la réglementation en vigueur qui devra recevoir l'agrément de l'EPSM 72.

C. Coupure des fluides – Consignation des réseaux

L'entrepreneur prendra contact en temps utile avec les services techniques de l'EPSM, pour s'assurer que les coupures des fluides ont bien été effectuées et que les bâtiments sont bien isolés des réseaux.

Article IV - 2 : Délais d'exécution

Le délai d'exécution est de 4 mois à compter de la date indiquée à l'OS ou à défaut à compter de la réception de l'OS, période de préparation avec plan de retrait compris, il part à la date fixée par l'ordre de service notifiant son début d'exécution.

Article IV - 3 : Déroulement des interventions, réception

L'entreprise tiendra informé l'EPSM du démarrage et de la fin des travaux, ainsi que des interruptions éventuelles qui devront être dûment justifiées, dans le cas où elles impliqueraient un report de la date de fin de travaux initialement prévue.

L'entreprise devra faire parvenir au Maître d'Ouvrage les bons de réception des matériaux en déchetteries ou en décharges.

Les travaux feront l'objet d'une réception par le Maître d'Ouvrage conformément aux dispositions du CCAG Travaux.

La réception définitive prendra effet à la date de l'achèvement des travaux et après le nettoyage complet des lieux.

La décision du représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception, de ne pas la prononcer ou de la prononcer avec réserves sera notifiée à l'entrepreneur dans les trente jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, les titulaires sont tenus d'attendre que soit fixée la date des opérations préalables par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage. Il n'y aura pas de réception tacite en l'absence de l'avis du maître d'œuvre.

Article IV - 4 : Pénalités

A. Pénalité de retard

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu de clause d'exonération du paiement des pénalités, ni de clause limitative dans le montant applicable.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG Travaux.

En cas de non-respect des travaux dans les délais fixés, il sera appliqué une pénalité de retard égale à 1/100ème du montant total HT des travaux, par jour calendaire, à compter de la fin du délai d'exécution.

B. Autres pénalités

Outre les pénalités en cas de retard évoquées ci avant, les retenues forfaitaires provisoires décrites ci-après sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération.

		NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3
1	Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que ceux mentionnés par ailleurs) : par jour calendaires Non-respect règles d'hygiène sanitaires et circuits des ouvriers arrêtés par le EHIIAS et la DT	X		
2	Souillage des végétations en place à conserver	X		
3	Dégradation des végétations en place à conserver leur faisant courir un risque pour leur survie			X
4	Travaux bruyants en dehors des heures tolérées		X	
5	Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit		X	
6	Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier (service trafic représenté par son responsable)	X		
7	Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites		X	
8	Défaut de nettoyage et d'évacuation des gravats affectée à un marché de travaux		X	
9	Non-utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier	X		
10	Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires.		X	
11	L'employé d'une Entreprise est surpris en défaut de sécurité quelle qu'en soit la raison	X		
12	Défaut d'encadrement sur le chantier : par jour calendaires	X		
13	Retard pour non enlèvement des matériaux inemployés	X		
14	L'Entreprise démontre sa méconnaissance de ses obligations contractuelles		X	

		NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3
15	Absence en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité de son entreprise convoquée à ladite réunion, sauf s'il est dégagé de cette obligation par le Maître d'Œuvre ou l'OPC	X		
16	Absence non excusée en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité d'un marché convoqué à ladite réunion, le marché en question étant sur le chemin critique du planning		X	
17	Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plans « Bon pour Synthèse » ou « Bon pour Exécution » par jour calendaires et par zone	X		
18	Retard dans la présentation d'un prototype		X	
19	Présentation d'un prototype ou d'un échantillon non conforme au marché			X
20	Retard dans la présentation d'un échantillon, d'un devis ou mémoire par jour calendaires	X		
21	Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée		X	
22	Présentation d'un devis irrecevable par son contenu (s'il recouvre des travaux dus au titre du marché de base), par les montants (s'ils sont sans rapport avec les prix unitaires pratiqués dans le cadre du marché) ou par sa présentation (décomposition par entité)		X	
23	Retard dans la justification et/ou détail de prix pour ouvrage non prévus par jour calendaires	X		
24	Retard dans la constitution du dossier DOE ou des documents d'exploitation sous la forme de dossiers provisoires ou du dossier DIUO ou du dossier de sécurité SSI, il sera retenu un montant forfaitaire sur la dernière situation de 600 € jusqu'à l'obtention du document définitif sans réserve.	X		
25	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 1		X	
26	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 2			X
27	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux		X	
28	Non respect des préconisations du CCP ou du mémoire technique autre	X		

Récapitulation des retenues forfaitaires provisoires :

NIVEAU DE LA RETENUE FORFAITAIRE	MONTANT CORRESPONDANT
Niveau 1	500 Euros HT
Niveau 2	1 000 Euros HT
Niveau 3	2 000 Euros HT

L'application de ces retenues ou pénalités ne dispense en aucun cas l'Entrepreneur d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des retenues est applicable de plein droit par simple constatation de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'Entrepreneur. Elles sont immédiatement déductibles des situations de l'Entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'Entreprise des coûts induits par sa négligence.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les retenues provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement.

Article IV - 5 : Propreté et nettoyage du chantier

L'entreprise sera tenue d'assurer la propreté du site à l'issue de son chantier, et le nettoyage des voiries d'accès si nécessaire.

Article IV - 6 : Sécurité

En aucun cas l'EPSM ne sera tenu responsable des dégradations ou vol du matériel de l'entrepreneur pendant la durée du chantier.

L'accès aux locaux du personnel hospitalier doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité

Article IV - 7 : Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B. Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C. Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;

- - dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
 - la copie des déclarations d'accident du travail ;
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D. Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

E. Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Article IV - 8 : Respect des normes et règlements

L'entrepreneur devra se référer aux normes, règlements, fascicules, et documentations en vigueur.

Les travaux devront, entre autres, respecter :

- les réglementations locales concernant les démolitions,
- la réglementation concernant le retrait de l'amiante,
- la réglementation concernant l'hygiène et la sécurité sur les chantiers,
- la réglementation et les textes relatifs à la protection de l'environnement,
- la réglementation et les textes relatifs au bruit,
- le règlement sanitaire départemental,
- **les prescriptions du service d'Hygiène de l'EPSM 72, produit durant l'exécution du marché.**

- le code du travail
- les contraintes spécifiques des ICPE.

La liste ci-dessus n'est pas limitative et ne constitue qu'un rappel des principales réglementations applicables au présent marché.

Chapitre V : Prix et Règlement des comptes

Article V - 1 : Nature du prix

Le prix des prestations est global et forfaitaire ; le prix est ferme et actualisable dans les conditions suivantes :

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Le prix ferme est actualisable par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$C_n = I(d-3)/I_0,$$

dans laquelle I₀ et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I, sous réserve que le mois du début de l'exécution des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

Le mois d étant le mois réel de démarrage des prestations qui correspond au mois de notification du marché

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

L'index I à prendre en compte sera l'index BT 01.

Article V - 2 : Modalités de paiement

A. Avance

En application de l'**Option B** prévue au CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficiant d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond à 5 %.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

B. Remise de la demande de paiement

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement. Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG Travaux, les projets de décomptes mensuels arrêtés au dernier jour du mois m devront être remis entre le 1 et le 5 du mois m+1.

Le projet de décompte mensuel mentionne :

- La date d'émission de la facture,
- Le numéro de la facture,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le destinataire de la facture,
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion),
- Le n° de l'ordre de service ou du bon de commande,
- Le n° du marché et l'intitulé,
- Le relevé des travaux exécutés, des prestations livrées, du service fait,
- Le montant des approvisionnements constitués encore non utilisés,
- Les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- Le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- le prix unitaire hors taxes,
- le montant global hors taxes,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant global toutes taxes comprises
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement.
- Le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du CCAG-Travaux, dont il demande le remboursement ;
- Les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

La demande de paiement est remise sur le site Chorus PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture devra être déposée sur Chorus Pro conformément à la réglementation. Par conséquent, toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

Les factures sont transmises à chaque établissement aux adresses indiquées sont indiquées dans l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72

Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel. Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

C. Acomptes

Le règlement des sommes dues au prestataire pourra faire l'objet d'acomptes mensuels au fur et à mesure de l'avancement des prestations.

D. Demande de paiement final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances.

Le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux

L'acheteur prévoit la possibilité d'une suspension du délai de mandatement tant que toutes les justifications nécessaires ne sont pas réunies et notamment :

➤ **Fourniture des documents de traçabilité demandés à l'article III-4 du présent CCP et IV-3 du présent CCP**

L'entreprise enverra un courrier à la Direction des Opérations et des Services Techniques du Centre Hospitalier pour confirmer la levée des réserves.

Ce n'est qu'après la réception de ce courrier suivi du contrôle du Représentant de la Direction Technique et l'établissement du document « *Levée de réserves* » que le mandatement et ensuite le paiement de votre facture pourra avoir lieu. **Jusqu'alors, la facture sera bloquée.**

E. Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la date de réception de la facture.

Si du fait de l'entrepreneur, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toute autre opération nécessaire au paiement, le délai de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension du délai prend fin par l'envoi par l'entrepreneur au Maître d'Ouvrage des pièces ou documents qui lui sont demandés, accompagnés d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

F. Sûreté

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 %.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie.

Chapitre VI : Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 31.5.1 du CCAG Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée (CARTE BTP) où l'attestation provisoire délivrée à la fin de la démarche de demande et de paiement de la carte. Le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

En plus, conformément aux articles 31.5.2 et 31.5.3 du CCAG Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

Par ailleurs, en cas d'emploi sur le chantier de salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire tient à jour la liste nominative de ces salariés qui précise pour chacun : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est tenue à jour durant toute la durée du chantier.

Conformément à l'article 31.5.4 du CCAG Travaux, le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

En cas de manquement à ces règles, constaté par le maître d'ouvrage, cette dernière adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24h.

Si la situation s'est poursuivie au-delà de ce délai, la personne publique en informe l'Inspection du Travail.

En outre, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 17.4 du présent CCAP.

Chapitre VII : DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS des pays de la Loire
22 mail Pablo Picasso - BP 24209,
44042 Nantes cedex 1,
☐ 02 53 46 79 83
pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr

Chapitre VIII : Dérogations aux documents généraux

L'article I-4 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-T
L'article IV-3 du CCP déroge à l'article 41.1.3 du CCAG-T
L'article IV-4 A. du CCP déroge à l'article 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-T
L'article V-2 B. du CCP déroge à l'article 12.1.1 du CCAG-T

Chapitre IX : Annexes

Annexe A – Coordonnées Etablissement GHT72
Annexe 01 – La Charte chantier propre
Annexe 02 – Plan Orme
Annexe 03 – 150754 (DIAG DAD) - Bât l'Orme – Allonnes
Annexe 04 – 151991 (DIAG ENROBE) - Bât l'Orme - Allonnes